

Statut de l'Association Foncière de Remembrement de Château-Chalon

Chapitre 1 **Les éléments identifiant de l'association foncière de remembrement**

Article 1 : Institution

L'Association Foncière de Remembrement (AFR, AF, ou association foncière dans les présents statuts) a été instituée par un arrêté de Madame la Préfète du Jura en date du 19 septembre 1978.

Elle regroupe les propriétaires concernés par l'aménagement foncier de la commune de Château-Chalon. La liste des terrains bâtis et non bâtis compris dans le périmètre est annexée aux présents statuts.

L'association est régie par :

- L'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004, son décret d'application n°2006-504 du 3 mai 2006, sous réserve des dispositions du code rural et de la pêche maritime.
- Les dispositions des présents statuts

Elle est soumise à la tutelle du préfet dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Article 2 : Principes fondamentaux concernant le périmètre

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004, les droits et obligations, qui dérivent de la constitution de l'association, sont attachés aux immeubles compris dans le périmètre et les suivent, en quelque main qu'ils passent, jusqu'à dissolution ou la réduction de son périmètre.

Les propriétaires membres ont l'obligation d'informer :

- Les acheteurs éventuels des parcelles engagées dans l'association des charges et des droits attachés à ces parcelles
- Les locataires de l'immeuble de cette inclusion et des servitudes afférentes,
- Lors de la mutation d'un bien compris dans le périmètre d'une association syndicale, avis doit être donné, dans les conditions prévues à l'article 20 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la co-propriété des immeubles bâtis, à l'association qui peut faire opposition dans les conditions prévues audit articles pour obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire,

Sauf convention contraire, les nu-propriétaires informent l'usufruitier de la création de l'association et des décisions prises par elle.

Toute mutation de propriété d'un immeuble inclus dans le périmètre doit, également être notifiée au président de l'association par le notaire qui en fait le constat.

Toute mutation ayant eu lieu avant le 1^{er} janvier de l'année en cours et n'ayant pas été notifiée à l'association dans les formes susvisées avant la date à laquelle le rôle de la même année est rendu exécutoire, ne lui est pas opposable.

Le propriétaire connu restant à ce titre débiteur des redevances syndicales appelées au titre du dit rôle.

Article 3 : Siège, nom et durée

Conformément à l'arrêté préfectoral instituant l'A.F.R., le siège est fixé à la Mairie de Château-Chalon (place de la Mairie 39 210 CHÂTEAU-CHALON)

Elle prend le nom d'association foncière de remembrement de Château-Chalon.

La durée de l'association est illimitée.

Article 4 : Objet

En application des dispositions de l'article L.133-1 du code rural et de la pêche maritime, l'A.F.R. est chargée de la réalisation, de l'entretien et de la gestion des travaux ou ouvrages mentionnés à l'article L.123-8, L.123.23, L.133-3 à L.133-5 dudit code.

Par ailleurs, elle est chargée du recouvrement de la participation des intéressés dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article L.121-15 du code rural et de la pêche maritime.

Chapitre 2

Les modalités de fonctionnement de l'A.F.R.

Article 5 : Organes administratifs

L'association a pour organes : l'assemblée des propriétaires, le bureau, le président et le vice-président.

Article 6 : Modalités de représentation à l'assemblée des propriétaires

L'assemblée des propriétaires réunit les propriétaires selon les règles suivantes :

La participation des propriétaires est limitée. Les voix sont attribuées de la façon suivante, en fonction de la cotisation annuelle :

<i>De 0 à 19.99€</i>	<i>1 voix</i>
<i>De 20 à 99.99€</i>	<i>5 voix</i>
<i>De 100 à 199.99€</i>	<i>10 voix</i>
<i>De 200 à 299.99€</i>	<i>20 voix</i>
<i>De 300 à 399.99€</i>	<i>30 voix</i>
<i>De 400 à 499.99€</i>	<i>40 voix</i>
<i>De 500 à 599.99€</i>	<i>50 voix</i>
<i>De 600 à 699.99€</i>	<i>60 voix</i>
<i>De 700 à 799.99€</i>	<i>70 voix</i>
<i>De 800 à 899.99€</i>	<i>80 voix</i>
<i>De 900 à 999.99€</i>	<i>90 voix</i>
<i>De 1000 à 1099.99€</i>	<i>100 voix</i>
<i>De 1100 à 1199.99€</i>	<i>110 voix</i>
<i>De 1200 à 1299.99€</i>	<i>120 voix</i>
<i>De 1300 à 1399.99€</i>	<i>130 voix</i>
<i>De 1400 à 1499.99€</i>	<i>140 voix</i>
<i>De 1500 à 1599.99€</i>	<i>150 voix</i>
<i>De 1600 à 1699.99€</i>	<i>160 voix</i>

Un état nominatif des propriétaires membres de l'assemblée des propriétaires avec l'indication des voix dont ils disposent est tenu à jour par le président de l'association.

Article 7 : Réunion de l'assemblée des propriétaires et délibérations

7.1 : les convocations :

Les convocations à l'assemblée sont adressées, par simple lettre, par fax, par courrier électronique ou remise en main propre, par le président à chaque membre de l'association pouvant y participer, 15 jours au moins avant la réunion.

Les convocations indiquent le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la séance.

Dans ce même délai, le préfet et le maire des communes concernées en sont avisés pour y assister ou s'y faire représenter.

En cas d'urgence, ce délai de convocation peut être réduit à 5 jours par le président.

L'assemblée des propriétaires est valablement constituée quand le nombre total de voix des membres présents et représentés est au moins égal à la moitié plus une du total des voix de ses membres.

Pour vérifier si le quorum est atteint, le président contrôle, au début de la réunion, les voix des membres présents ou représentés, le nombre de mandats éventuels détenus par ceux-ci. Il contrôle également le nombre de voix totales présentes ou représentées. Il fait émarger sur une feuille de présence.

Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée est organisée sept au moins après la première assemblée.

L'assemblée délibère alors valablement, quel que soit le nombre de présents ou de voix présentes ou représentées en fonction des règles fixées à l'article 6 ci-dessus.

7.2 : les délibérations

Toute délibération est constatée par un procès-verbal, signé par le président et indiquant le résultat des votes. Le texte de la délibération soumise au vote y est annexé. Le procès-verbal indique également la date et le lieu de la réunion. Il lui est annexé la feuille de présence. Ce procès-verbal est conservé dans le registre des délibérations.

Les délibérations sont prises en principe à main levée et à la majorité des voix des membres présents et représentés. Cependant :

- Le vote a lieu au scrutin secret à la demande d'au moins un tiers de personnes présentes ou représentées.
- En cas de partage de voix, sauf si le scrutin est secret, la voix du président est prépondérante

7.3 : la périodicité

L'assemblée des propriétaires se réunit en session ordinaire tous les deux ans.

L'assemblée des propriétaires peut se réunir en session extraordinaire sur convocation du président dans les cas suivant :

- Pour modifier les statuts de l'association dans les cas prévus à l'article 39 de l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004,
- A la demande de la majorité de ses membres, du bureau ou du préfet pour prendre des décisions qui relèvent de sa compétence sans attendre la date de la prochaine assemblée ordinaire.

Article 8 : Consultation écrite de l'assemblée des propriétaires

L'assemblée délibère en réunion sauf dans les cas donnant lieu selon a une consultation écrites des propriétaires.

Les modalités relatives à la consultation par correspondance sont les suivantes :

Il appartient au bureau de choisir le mode de consultation le plus approprié.

Toutefois, la procédure par correspondance est exclue si le préfet ou le tiers des membres constituant l'assemblée des propriétaires s'y oppose dans le délai de 15 jours, à compter de la réception du courrier du président qu'ils reçoivent en ce sens.

La délibération proposée ainsi que les documents d'information nécessaires sont adressés à chaque membre par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

Le préfet du département est avisé de la consultation écrite.

Ce courrier précise :

- La possibilité pour les membres de s'y opposer et les délais pour le faire,
- Le délai, qui ne peut être inférieur à 15 jours et qui court à compter de la date de réception de ces documents, imparti à chaque membre pour voter par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, le cachet de la poste faisant foi,
- Qu'en l'absence de réponse écrite dans ce délai, le membre est réputé favorable à la délibération.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix, la réponse de chaque membre est annexée au procès-verbal.

Article 9 : Attribution de l'assemblée des propriétaires

L'assemblée des propriétaires délibère notamment sur :

- Le montant maximum des emprunts qui peuvent être votés par le bureau et les emprunts d'un montant supérieur à 300 000€.
- Les propositions de modification statutaire ou de périmètre
- La transformation de l'association en ASA
- Le principe et le montant des éventuelles indemnités du président et du vice-président
- Le rapport relatif à l'activité et à la situation financière de l'association élaboré par son président
- Toute question qui lui est soumise en application d'une loi ou d'un règlement

Article 10 : Composition du bureau

Le bureau comprend :

Avec voix délibérative :

- a) Le maire ou un conseiller municipal désigné par lui, de la commune de Château-Chalon
- b) Les huit propriétaires concernés par l'aménagement foncier (dont le nombre est fixé par le préfet dans l'arrêté instituant l'A.F.R.), désignés pour moitié par la Chambre d'Agriculture du Jura et pour moitié par le conseil municipal de Château-Chalon

Avec voix consultative :

- a) Un représentant de la DDT
- b) L'organisme qui apporte à une opération une subvention d'équipement au moins égale à 15% du montant total des travaux participe, à sa demande, aux réunions du bureau.
- c) Toute personne dont il est nécessaire de proposer l'avis.

Ces personnes ne sont pas prises en considération au moment du quorum.

Les propriétaires sont désignés pour 6 ans.

Si avant la fin de son mandat le membre du bureau est démissionnaire, qu'il cesse de satisfaire aux conditions d'éligibilité ou qu'il est empêché définitivement d'exercer ses fonctions, il est remplacé par un nouveau membre désigné soit par le conseil municipal soit par la chambre d'agriculture.

En cas d'élections municipales, le nouveau maire (ou conseiller municipal nommé par lui) devient alors membre en lieu et place de l'ancien élu.

Les fonctions de membre du bureau de l'A.F.R. sont gratuites, sauf celles de président et de vice-président qui peuvent faire l'objet d'indemnisation sur décision de l'assemblée générale des propriétaires.

Article 11 : Election du président, du vice-président et du secrétaire

Lors de la réunion du bureau qui suit la désignation ou le renouvellement de ses membres, il est procédé à l'élection du président et du vice-président parmi ceux de ses membres prévus au a) et b) de l'article 10, des présents statuts.

Le bureau élit également le secrétaire.

Le bureau nouvellement installé ou renouvelé est convoqué et présidé par le président sortant ou à défaut par le plus ancien de ses membres jusqu'à l'élection du nouveau président.

Le bureau peut révoquer le président ou (et) le vice-président en cas de manquement à leurs obligations.

Si le président, le vice-président, le secrétaire, chacun en ce qui le concerne, démissionne de sa fonction, tout en restant membre du bureau de l'association de remembrement, il est procédé à son remplacement dès la réunion du bureau suivant celle ayant constaté la démission en question.

Article 12 : Attributions du bureau

Sous réserve des attributions de l'assemblée des propriétaires, le bureau règle, par ses délibérations, les affaires de l'association.

Il est chargé notamment :

- De déterminer et d'approuver les projets de travaux et leur exécution ainsi que les plans d'entretien ou d'investissement annuels ou pluriannuels,
- De délibérer sur :
 - Les catégories de marché qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé doivent lui être soumis pour approbation à l'exclusion des emprunts bancaires relevant de l'assemblée des propriétaires
 - Les catégories de marché dont il délègue la passation et l'exécution au président
- De fixer annuellement le montant de la taxe ou des redevances
- D'approuver le rôle taxes et les bases de répartition des dépenses entre les membres de l'association
- De définir la durée des cumules des taxes prévues à l'article 18 des présents statuts
- D'élire le président, le vice-président et le secrétaire de l'AF
- De voter le budget annuel, le budget complémentaire et les décisions modificatives ainsi que de mettre en œuvre les autres prérogatives budgétaires confiées au bureau par les articles 58 et 66 du décret du 3 mai 2006
- De délibérer sur les emprunts dans la limite fixée par l'assemblée des propriétaires
- De contrôler et d'approuver le compte de gestion et le compte administrative
- De créer des règles de recettes et d'avances dans les conditions fixées aux articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales
- D'autoriser le président à agir en justice
- De proposer la dissolution de l'association en en précisant les conditions ainsi que la dévolution de l'actif et du passif
- De désigner les membres de la commission d'appel d'offre
- D'arrêter le cas échéant un règlement intérieur des charges et contraintes supportées par les membres de l'association
- D'adhérer à une union d'associations foncières
- De révoquer le président et le vice-président (article 22 de l'ordonnance de 2004).

Article 13 : Le mandat de représentation des membres du bureau

Un membre du bureau peut se faire représenter en réunion du bureau en mandatant par écrit un autre membre du bureau.

Le mandat de représentation ne vaut que pour une seule réunion. Le nombre maximum de pouvoirs pouvant être attribué à une même personne en réunion du bureau est de UN.

Le mandat est toujours révocable.

Le ou les mandats sont vérifiés par le président en début de séance.

Article 14 : Délibération du bureau

Le bureau se réunit tous les trimestres, il est convoqué par le président ou à la demande des tiers de ses membres ou du préfet.

Le délai de convocation est de 5 jours.

La convocation comporte l'ordre du jour ainsi qu'un rappel des règles du quorum.

Le bureau nomme, parmi ses membres, un secrétaire de séance.

Les délibérations du bureau sont prises à la majorité des voix des membres du bureau présents ou représentés.

Elles sont valables lorsque plus de la moitié des membres ou de leur représentant y ont pris part. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Si après une première convocation, le quorum n'est pas atteint, le bureau est de nouveau convoqué dans un délai de trois jours.

Les délibérations prises lors de la deuxième convocation sont alors valables quel que soit le nombre de présents. Cette précision figure sur la seconde convocation.

Les délibérations sont signées par le président et un autre membre du bureau. La feuille de présence signée est annexée aux délibérations. Elles sont exécutoires dans un délai d'un mois, à compter de leur transmission au préfet, sauf opposition de celui-ci.

Article 15 : Commission d'appel d'offres des marchés publics

L'association est régie par le code des marchés publics applicable aux collectivités locales, à l'exception des règles en matière de composition de la commission d'appel d'offres qui sont fixées par les dispositions de l'article R.133-6 du code rural et de la pêche maritime.

En outre, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 44 du décret n°2006-504 du 3 mai 2006, il est créé une seule commission d'appel d'offres.

La commission est présidée par le président de l'association et comporte deux autres membres du bureau élus par ce dernier.

Les modalités de fonctionnement de cette commission sont celles prévues par le code des marchés publics pour les communes de moins de 3 500 habitants, le président jouant le rôle de maire.

Peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission des personnalités désignées par le président de la commission d'appel d'offres dans les conditions prévues au code des marchés publics.

Article 16 : Attributions du président d l'A.F.R.

Les principales compétences du président sont décrites dans les articles 23 de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004 et 28 du décret du 3 mai 2006.

Notamment :

- Le président prépare et exécute les délibérations de l'assemblée des propriétaires et du bureau
- Il certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire des actes pris par les organes de l'association
- Il convoque et préside les réunions
- Il est son représentant légal
- Il gère les marchés de travaux, de fournitures et de services qui lui sont délégués par le bureau
- Il est le pouvoir adjudicateur
- Il tient à jour l'état nominatif des propriétaires des immeubles inclus dans le périmètre de l'association ainsi que le plan parcellaire
- Il veille à la conservation des plans, registres et autres documents relatifs à l'administration de l'association qui sont déposés au siège social
- Il constate les droits de l'association et liquide les recettes
- Il est l'ordonnateur de l'A.F.R.
- Il prépare les rôles
- Il tient la comptabilité de l'engagement des dépenses
- Il recrute, gère et affecte le personnel. Il fixe les conditions de sa rémunération. Le cas échéant, il élabore le règlement intérieur du personnel.

Le vice-président supplée le président absent ou empêché. Dans ce cas, il reçoit l'indemnité attribuée au président pour la durée de la suppléance.

En dehors de cette hypothèse, il ne reçoit pas l'indemnité liée à la fonction, sauf décision contraire de l'assemblée générale des propriétaires, comme prévue à l'article 10 des présents statuts.

Chapitre 3

Les dispositions financières

Article 17 : Comptable de l'association

Les fonctions de comptables, comme indiqué dans l'arrêté instituant l'A.F.R. sont confiées au receveur municipal de la commune siège.

Le comptable est chargé seul et sous sa responsabilité d'exécuter les recettes et les dépenses, de procéder au recouvrement de tous les revenus de l'association, de toutes les sommes qui lui seraient dues, ainsi que d'acquitter les dépenses ordonnancées par le président jusqu'à concurrence des crédits régulièrement accordés.

Article 18 : Voies et moyens nécessaires pour subvenir à la dépense

Les recettes de l'A.F. comprennent :

- Les taxes dues par ses membres
- Les subventions de diverses origines
- Le produit des emprunts
- Ainsi que toutes les ressources prévues à l'article 31 de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004

qui comportent les dons et legs, le produit de cession d'éléments d'actif, le revenu des biens de l'association, l'amortissement, les provisions, le résultat disponible de la section de fonctionnement et tout autre produit afférent à son objet.

Seules les recettes liées à l'exercice de l'objet de l'association peuvent être perçues. Leur montant devra permettre de faire face :

- aux intérêts et aux annuités d'amortissement des emprunts restant dus
- aux frais généraux annuels d'exploitation, d'entretien et de fonctionnement des ouvrages de l'association
- aux frais de fonctionnement et d'administration générale de l'association,
- à la constitution éventuelle de réserves destinés à faire face aux éventuels retards dans le recouvrement des cotisations dues par les membres, aux grosses réparations et au renouvellement des équipements.

Le recouvrement des créances de l'association s'effectue comme en matière de contributions directes. Aucune pénalité de retard ne peut être instaurée par les statuts ou par délibération des organes.

Les taxes sont établies annuellement par le bureau et sont dues par les membres appartenant à l'association au 1^{er} janvier de l'année de leur liquidation. Les redevances, dont le montant annuel est inférieur à un minimum fixé par le bureau, pourront être cumulées sur quatre ans au plus et perçues au terme de ce nombre d'années.

A l'occasion de son installation ou de son renouvellement, le bureau prend une délibération pour arrêter les bases de répartition des dépenses entre les membres de l'association en se conformant aux dispositions de l'article 51 du décret du 3 mai 2006.

Les rôles sont rendus exécutoires par le préfet. (art R.133-8 CR)

Les dépenses relatives aux travaux connexes prévus à l'article L. 1233-8 du code rural et de la pêche maritime sont réparties par le bureau proportionnellement à la surface attribuée à chaque propriétaire par l'aménagement foncier, à l'exception des dépenses afférentes aux travaux d'hydraulique qui sont réparties selon leur degré d'intérêt.

Les bases de répartition des travaux sont établies ou modifiées par le bureau selon les dispositions de l'article 51 du décret du 3 mai 2006.

La participation des propriétaires et exploitants au financement des secondes opérations d'aménagement foncier prévues à l'article L. 121-15 du code rural et de la pêche maritime fait l'objet d'un rôle distinct des rôles destinés au financement des travaux connexes de l'article L. 123-8 du dit code ou à celui des travaux décidés par l'association foncière en application des deux premiers alinéas de l'article L. 133-6 du dit code.

S'agissant d'opérations prévues par l'article L. 121-15 du code rural et lorsque l'exploitant s'est engagé à se substituer à son propriétaire pour prendre en charge soit la totalité du financement de l'opération d'aménagement foncier soit la partie correspondant à son exploitation, l'association foncière adresse directement à l'exploitant le rôle mentionné à l'article R. 133-12 du code rural.

Pour les dépenses relatives à l'exécution financière des jugements et transactions, des taxes spéciales sont établies dans les deux mois qui suivent la notification du jugement ou de la date de transaction et réparties proportionnellement à la surface que possède chaque membre.

Chapitre 4

Les dispositions relatives à l'intervention de l'A.F.R.

Article 19 : Charges et contraintes supportées par les membres

Les contraintes résultant des travaux et ouvrages de l'association tant pour leur création que pour leur fonctionnement font partie des obligations au sens de l'article 3 de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004. Il s'agira notamment :

- des servitudes d'établissement des ouvrages et de passage pour les entretenir
- de toutes les règles nécessaires à la protection des ouvrages de l'A.F.

Ces règles et les modalités de leur mise en œuvre pourront être précisées dans un règlement intérieur arrêté par le bureau.

Article 20 : Propriété et entretien des ouvrages

L'association foncière est propriétaire des ouvrages qu'elle réalise en qualité de maître d'ouvrage dans le cadre de son objet statutaire et, à ce titre, en assure l'entretien.

Cependant, les ouvrages indiqués en annexe appartiennent aux propriétaires des parcelles sur lesquels ils se situent.

Cette liste précise la description de l'ouvrage, le nom de son propriétaire, les références cadastrales, la désignation du responsable de son entretien (AF, propriétaire, locataire, autre).

Cette liste est tenue à jour par le président.

Chapitre 5

Modification des statuts – dissolution - adhésion – transformation

Article 21 : Modifications statutaires

Les modifications des statuts ne concernant pas l'objet ou le périmètre de l'association foncière font l'objet, sur proposition du bureau ou u dixième des propriétaires, d'une délibération de l'assemblée des propriétaires convoquée en session extraordinaire à cet effet.

La modification de l'objet ou du périmètre de l'A.F. est soumise aux conditions fixées par les articles 37 et 38 de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004 et les articles 67 à 70 du décret du 3 mai 2006.

Lorsque la modification de périmètre porte sur une surface inférieure à 7% de la superficie incluse dans le périmètre de l'A.F., la procédure peut être simplifiée :

- concernant l'extension de périmètre, la proposition de modification est soumise au bureau su tous les propriétaires des terrains à agréger se sont déclarés par écrit favorables à l'agrégation de leur parcelles au périmètre de l'A.F.
- concernant la distraction, l'assemblée des propriétaires peut décider que la proposition de distraction soit soumise uniquement au bureau.

Article 22 : Union et transformation

Lorsque les travaux ou ouvrages prévus à l'article L. 133-8 du code rural et de la pêche maritime présentent un intérêt commun pour plusieurs associations foncières, celles-ci peuvent se constituer, pour les missions mentionnées à l'article L. 133-41 du même code, en union d'association foncières, autorisées par décision préfectorale.

La décision d'adhésion à une union est prise par le bureau de l'association foncière. Les unions d'associations foncières sont soumises au même régime que les associations foncières.

Une association foncière peut, à tout moment, être transformée en association syndicale autorisée, sous réserve que soient remplies les conditions de l'article 39 de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004. Cette transformation nécessite une délibération de l'assemblée des propriétaires prise sur proposition du bureau ou du dixième des propriétaires.

L'ensemble des biens, droits et obligations de l'AF est transféré à l'ASA.

L'ASA est substituée de plein droit à l'ancienne AF dans tous ses actes.

Article 23 : Dissolution de l'association

Lorsque l'objet, en vue duquel l'association avait été créée, est épuisé ou dans les cas prévus à l'article 40 de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004, le préfet peut, sur proposition du bureau de l'association, prononcer la dissolution et la liquidation de celle-ci après l'accomplissement des conditions et modalités imposées par le préfet en vue de l'acquittement des dettes ou dans l'intérêt public.

Article 24 : Règlement intérieur

L'assemblée générale des propriétaires peut, sur proposition du bureau, adopter un règlement intérieur afin de régler tout point qui ne relèverait pas d'une disposition légale ou réglementaire, ou qui n'aurait pas été abordé par les présents statuts.

Les dispositions de l'éventuel règlement intérieur ne peuvent en aucun cas être contraire aux lois et règlements en vigueur, ni aux présents statuts.

Article 25 : Dépôt :

Les présents statuts seront déposés auprès de la préfecture du Jura, en vue de leur agrément.

Statuts adoptés par l'assemblée générale extraordinaire du : 20 avril 2011

Le Président



Le Vice-Président

A blue ink signature, appearing to be "D. J.", written in a cursive style.

Le Secrétaire

A blue ink signature, appearing to be "R. J.", written in a cursive style.

